

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/4eme-forum-mondial-de-l-eau-a-Mexico>

4ème forum mondial de l'eau à Mexico

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : mardi 14 mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par [El Correo](#). Paris le 14 mars 2006

Les acteurs mondiaux de l'eau réunissent cette semaine à Mexico à partir du jeudi 16 mars pour le 4ème forum mondial. L'objectif doit demeurer d'assurer l'accès à l'eau potable pour tous. Certes, mais à quel prix. La coexistence entre une gestion privée et publique est parfois difficile. On a vu les méfaits de l'expérience Suez en Argentine, de même en Bolivie aussi, la privatisation de la gestion de l'eau a failli mal tourner.

Le dossier de l'eau est non seulement humainement des plus sensibles, mais il prend très vite une tournure politique ingérable qui dépasse largement les frontières des pays concernés tant les enjeux financiers sont énormes. Les déclarations de Michel Camdessus, membre du conseil consultatif sur l'eau auprès de l'Onu, rapportées par l'AFP, en scandaliseront plus d'un : "Il y a eu des catastrophes dans un passé récent, des pays ont spolié les opérateurs internationaux qui apportaient l'eau à des millions d'individus". "Ce furent de graves erreurs pour ces pays et pour le reste du monde. Il faut recréer un climat et il est important que le droit prévaille".

Au regard de la situation Argentine, elles semblent très provocantes : parler de spoliation alors que les engagements de l'ex concessionnaire n'ont pas été tenus, que c'est la population qui en a fait les frais, que l'Etat ne pouvait imposer une augmentation préjudiciable à l'économie, alors que Suez engrangeait des bénéfices très importants.

Il est clair qu'une profonde révision des modes de gestion des concessions s'impose : d'aucuns parlent de concessions "light", plus courtes et plus souples. De même qu'il faut clarifier les règles du jeu et le rôle direct ou indirect des autorités internationales type FMI, de la Banque mondiale, et de l'Onu dans le financement des infrastructures et leur gestion. Sans quoi, les intérêts financiers des parties prenantes prendront toujours les dessus sur les intérêts des populations concernées.